Sur l'article 7 (ficelle d'engergage remise en état ou repelotonné).

L'hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): Monsieur le président, nous avons étudié hier la Partie II du bill, et j'avais prié le comité de faire rapport de l'état de la question afin de pouvoir vérifier de nouveau certaines de ses dispositions. La discussion était devenue passablement embrouillée par suite des déclarations faites en marge d'autres lois. Depuis j'ai fait vérifier la teneur de ces lois. Le bill que le comité est à étudier doit abroger toutes les dispositions de la loi réglementant l'inspection et la vente et que contenaient déjà d'autres mesures législatives. J'ai pu constater, après recherches, que les dispositions relatives au sel se trouvent toutes dans la loi des aliments et des drogues et la loi des aliments du bétail, et il n'y aurait pas lieu de les maintenir dans le projet de loi à l'étude.

Il s'agit maintenant de rayer du présent bill les articles 13, 14, 15, 16 et 17, et de l'adopter sans la Partie II. Des modifications s'imposeront ensuite dans la Partie III, mais je propose auparavant de retrancher du projet de loi la Partie II.

L'hon. M. DUNNING: Je propose que la Partie II du bill soit retranchée.

M. PELLETIER: L'article 13 de la Partie II énumère des emballages et des contenants de toute sorte. Pourquoi les pains de sel n'y sont-ils pas compris?

L'honorable M. GARDINER: L'article 13 est maintenant rayé.

(La motion est adoptée.)

L'hon. M. GARDINER: Il faudra à présent modifier l'article 19 dans le sens suivant:

Quiconque enfreint l'une quelconque des dispositions de la Partie II de la présente loi, encourt, après déclaration sommaire de culpabilité, une amende d'au plus vingt-cinq dollars pour la première infraction et, pour chaque récidive, une amende d'au plus cinquante dollars.

Et l'article devient l'article 14.

L'hon. M. DUNNING: Je propose qu'il en soit ainsi. Il faudra donc numéroter de nouveau les articles.

L'hon. M. GARDINER: Les articles 13 à 17 sont maintenant retranchés. L'ancien article 18 devient l'article 13, et l'ancien article 19, l'article 14.

(L'amendement est adopté.)

L'article ainsi modifié est adopté.

Sur l'article 18 (mode de détermination d'un boisseau).

L'hon. M. GARDINER: L'honorable député de Swift-Current (M. Bothwell) soulevait hier une objection en marge de cet article. Au sujet de la nouvelle liste que nous avons dressée des denrées on s'est demandé si l'infraction pouvait s'établir au moyen de la nouvelle rédaction présentée hier. Informations prises, je dois admettre que l'objection de l'honorable député de Swift-Current est bien fondée. Je propose donc, en remplacement de l'ancien article 18, l'adoption du nouvel article 13 suivant:

Dans les contrats pour la vente et la livraison de l'un quelconque des produits ci-dessous mentionnés, le poids légal d'un boisseau doit être comme il suit:

L'hon. M. DUNNING: J'en fais donc la proposition.

(L'amendement est adopté.)

L'article ainsi modifié est adopté.

L'hon. M. STIRLING: A-t-on évité toute confusion, à la satisfaction du ministre, entre les dispositions de la clause pénale de l'article 12 et celles du nouvel article 14? La peine prévue à l'article 12 vise les personnes chargées de l'application de la loi, de toute la loi. La peine prévue dans le nouvel article 14 se rattache aux infractions d'une disposition de la Partie II et la clause pénale de l'article 10 mentionne spécifiquement la Partie I.

L'hon. M. GARDINER: Le texte, selon moi, précise clairement. L'article 12 déclare:

Quiconque empêche un inspecteur ou un autre agent chargé de l'application de la présente loi d'entrer dans un établissement pour examiner de la ficelle d'engergage, comme le prescrit la présente Partie...

Le même inspecteur pourrait être à appliquer toute la loi, mais ceci vise le cas où il agit en vertu de cet article particulier. Je consens à remettre la troisième lecture, à tout événement, afin de contrôler le tout.

(Rapport est fait du bill.)

ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS

BÉNÉFICES DES ALLOCATIONS ACCORDÉES À D'AUTRES CATÉGORIES D'ANCIENS COMBATTANTS—AUGMENTATIONS DU NOMBRE DES COMMISSAIRES

L'hon. C. G. POWER (ministre des Pensions et de la Santé nationale) propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le projet de résolution suivant:

La Chambre décide qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour modifier la Loi des allocations aux anciens combattants afin d'accorder